

RACINES



SPECIAL

VOTE

Conception graphique :
Agnès Chantarel - 566.65.82

Editorial

Il y a un an, jour pour jour, est née l'Association des Français d'Origine Algérienne. Ses membres fondateurs auxquels je rends hommage, ont su vaincre, grâce à leur persévérance et leur tenacité, le pessimisme, les préjugés et les réticences qui sont les principaux obstacles inhérents à la création de toute association. Leur vibrant appel adressé à la communauté algérienne de nationalité française, paru dans la presse, a eu un retentissement considérable, non seulement en France mais aussi en Algérie. En effet, la revendication de notre identité arabo-berbère, la solidarité avec nos compatriotes immigrés, les liens affectifs que nous voulons maintenir avec notre pays d'origine, les liens privilégiés entre la France et l'Algérie que nous souhaitons, constituent un langage nouveau plein de promesses, capable de combler un fossé artificiellement creusé et entretenu entre la communauté algérienne de nationalité française et les immigrés algériens.

Une année d'existence a permis à l'A.F.O.A. de se structurer, de se renforcer et de s'implanter en province. Elle s'est manifestée d'une manière active lors des événements les plus marquants, tels, la marche pour l'égalité, le voyage en France du président Chadli et les élections au Parlement Européen. Notre association a élevé à maintes reprises, des protestations énergiques contre les crimes racistes commis çà et là contre des Maghrébins. Enfin, elle a dénoncé par voie de presse ou de radios locales, les propos racistes et xénophobes employés à l'égard des immigrés maghrébins, lors des élections au Parlement Européen.

Pendant la campagne électorale, on a créé une psychose de peur au sein de la population, en liant, d'une façon cynique, l'insécurité à la présence des immigrés maghrébins. Pourtant, il est de notoriété publique que la grande criminalité en France n'incombe nullement à la communauté maghrébine. Quant à la petite délinquance, elle n'est pas plus importante chez les jeunes maghrébins que chez les jeunes français, même si on a essayé de fausser les statistiques pour accréditer la thèse contraire.

En tout cas, jamais depuis l'affaire Dreyfus, une communauté telle que la communauté arabe maghrébine, n'a eu à souffrir de tant de haine, d'insultes, de racisme, de discrédit et, hélas, d'agressions et de crimes impunis. Et dire que cela se passe en France, berceau des droits de l'homme et du citoyen, cette France dont on disait volontiers « qu'elle est humaine et généreuse ». La communauté algérienne toute entière, un moment traumatisée par le déchaînement des passions hostiles, doit se ressaisir et ne pas s'égarer dans de vaines lamentations, mais surtout en tirer des enseignements constructifs. En fait, cette campagne haineuse dont nous sommes l'objet a un certain côté positif, celui du réveil des consciences endormies.

Désormais, rien ne sera plus comme avant. La communauté algérienne, y compris la fraction qui jouit de la nationalité française dont la présence en France est remise en cause, doit impérativement s'unir face à l'adversité et mettre fin à ses divisions internes et à tous les sectarismes qui la secouent, c'est à ce prix que notre communauté verra ses droits respectés et ses intérêts moraux, culturels et matériels sauvegardés.

s. khorsi.



Edito

Une nouvelle publication : Racines

Extraits du rapport d'orientation

Un peu d'instruction civique

Importance des Maghrébins

Associations

Radio Beur

ACB Tiddukla

Courrier

Lettre Françoise G

Lettre 1^{er} novembre

Lettre karim H

Lettre centre culturel Algérien

Une nouvelle publication : Racines

Il existe plusieurs centaines d'associations de FM ou de jeunes « Beur » et une grande majorité d'entre elles éditent soit une revue, soit un journal, soit très souvent un simple bulletin interne. Il existe aussi des magazines plus importants comme « Sans Frontières », « Différences ». « Nous Autres » qui, sans être vraiment spécialisés, traitent régulièrement de sujets concernant les Français d'origine algérienne.

Pourquoi dans ces conditions sortir une nouvelle publication ?

D'abord pour diffuser et populariser les thèmes de l'AFOA : investir le terrain électoral pour :

- lutter contre le racisme et les discriminations ;
- affirmer notre solidarité pleine et entière avec nos frères immigrés ;
- renforcer les liens privilégiés entre la France et l'Algérie.

Ces thèmes sont malheureusement trop souvent omis par les médias et les déclarations officielles. Ils sont même de plus en plus souvent combattus et déformés à des fins bassement électoralistes.

Pourtant même si nos nombreux communiqués se sont perdus dans les dédales des salles de rédactions un moyen d'expression et de communication nous a été tout de suite et largement ouvert : les radios locales (notamment Radio Beur) mais de définition elles sont locales et ne nous permettent pas une diffusion nationale. C'est dans ce contexte que Racines « n° 0 » a vu le jour. Bien sûr c'est un

numéro d'essai par conséquent imparfait qui ne demande qu'à progresser et évoluer au fil des mois grâce à vos contributions. Mais nous avons essayé dès ce premier numéro de traduire le plus clairement possible notre objectif n° 1 : inscription sur les listes électorales participation effective de notre communauté à la vie politique de ce pays . A l'exemple du pasteur J. Jackson qui a réussi, pendant les primaires présidentielles américaines à mobiliser l'électorat noir, et plus largement les autres minorités nationales au sein de la coalition « arc en ciel ». Nous voulons être le fer de lance de cette dynamique pour défendre et imposer une France ouverte, tolérante, généreuse, riche de la diversité. Une France « arc en ciel ». Mais pour l'heure il ne faut pas rêver, la situation est au contraire difficile, les rapports entre communautés sont tendus, voire empreints de haine et d'exclusion. Des exemples comme la récente condamnation de notre camarade Toumi Djaïdja sont là pour nous le rappeler. Et malgré des initiatives courageuses comme Convergence 84, le chemin qui mène à cette France « arc en ciel » est cerné d'embûches et passe obligatoirement par notre participation électorale.

Nous sommes déterminés, nous avançons pas à pas et nous réussirons dans l'intérêt de tous.

« Racines » représente ce premier pas. Faire qu'il y en ait d'autres, cela ne dépend que de nous.

B Dahmane

RACINES PUBLICATION

Crée par l'AFOA Association des Français d'Origine Algérienne
11, rue des petites écuries 75010 Paris - Tél : 631.81.69 et 632.50.36

Directeur de la publication

M. Dahmane Ali

Comité de rédaction

M. Boughida Kamel, M. Dahmane Boud jémâa, M. Khorsi Sadock, M. Kettane Nacer, M. Azemal Malek

Photos

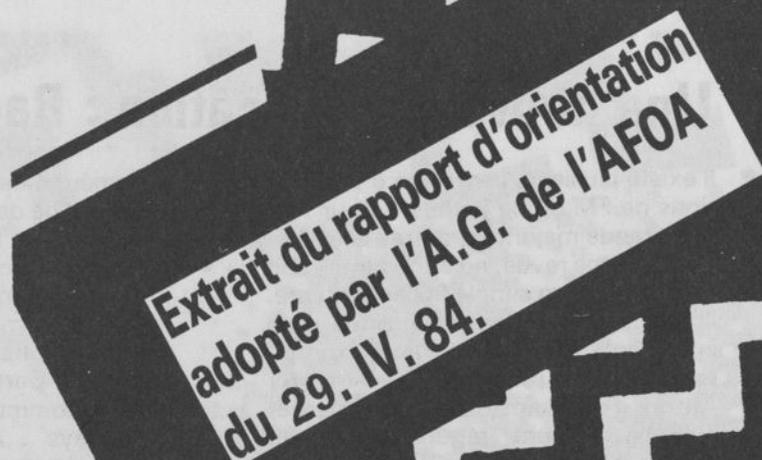
Kamel et Salah de Radio Beur

Ont participé à ce numéro

M. Harzoune Mustapha, M. Hocini Karim, M. Groud Françoise

Commission paritaire en cours

Imprimerie : Edit 71 Paris - Photocomposition : Incidences Paris.



**Extrait du rapport d'orientation
adopté par l'A.G. de l'AFOA
du 29. IV. 84.**

Des menaces se profilent concernant la suppression éventuelle de la procédure de réintégration dans la nationalité française et, plus grave, la remise en cause de l'acquisition automatique de la nationalité française pour les jeunes nés en France de parents algériens.

Ces menaces, dans leur outrance même, traduisent une volonté de rejet de notre communauté.

Que disent et surtout que font les partis ?

A l'extrême-droite, la situation est claire, ils se répandent en déclarations, partout, affirmant que nous sommes inassimilables. Il faut par conséquent nous renvoyer chez nous quelle que soit notre nationalité.

Plus graves, ces propos racistes, xénophobes, haineux gangrènent peu à peu l'opinion et interfèrent négativement sur la politique des autres partis.

Les partis de droite ont ainsi affiné et développé leurs thèmes simplistes : Immigration = chômage
Beurs = insécurité qui les conduisent à préconiser une réduction massive de la population d'origine étrangère et singulièrement d'origine nord-africain et africaine.

Quant à la gauche ?

Elle a incontestablement failli à ses principes en réagissant mollement et sans conviction (hormis quelques prises de positions courageuses mais individuelles).

Face à cette offensive sans précédent contre les nôtres, les partis de gauche ont manqué de détermination, se sont laissés enfermer dans des polémiques passionnelles à visée essentiellement électoraliste, au lieu d'imposer l'indispensable et nécessaire débat national sur la transformation de l'immigration et l'existence d'une minorité nationale d'origine arabe, principalement algérienne.

La conséquence en est que nous aboutissons à une dérive vers un discours et des pratiques de droite :

- exagération du phénomène des clandestins en mettant l'accent sur la nécessaire répression,
- propos systématiques sur la délinquance des

« beurs » dans les zones périphériques

— réactualisation d'une politique de retour ayant pour trait saillant le marchandage concernant le prix des travailleurs immigrés,

— maintien des divisions au sein de notre communauté entre rapatriés, « beurs » et leurs parents immigrés.

En ce qui concerne les uns, on entretient l'assistanat et la dépendance, pour les autres le paternalisme, et pour les « beurs », quand ils sont trop remuants, la démagogie.

Pour conclure, nous sommes isolés face à la lame de fond anti-immigrés, anti-arabe, anti-algérienne qui traverse la société française.

Confrontés à l'hostilité affichée des uns et à l'indifférence des autres, nous devons trouver en nous-mêmes les forces nécessaires au sursaut des consciences pour combattre les injustices et défendre l'honneur de toute la communauté nationale.

Il faut nous unir

Il existe très exactement 220 associations de Français musulmans et 510 associations socio-culturelles animées par des « beurs ».

Chacune a ses spécificités et son territoire.

La grande majorité d'entre elles joue un rôle nécessaire pour les nôtres.

Près d'un million d'associations au sein d'une communauté qui compte un million de personnes, cela traduit incontestablement une vitalité, un dynamisme qui se concrétisent dans ce foisonnement. Mais nous devons aussi reconnaître que trop souvent les uns et les autres sont réticents, voire méfiants à l'égard de tout regroupement même ponctuel : Nous devons impérativement dépasser les contentieux, les arrière-pensées de boutique, les conceptions frileuses, pour construire ensemble le vaste et profond mouvement qui correspond vraiment à la diversité et la richesse de notre communauté toute entière.

Montrer notre poids électoral ; objectifs : élections législatives de 86

Sans réduire l'activité et le rôle de l'AFOA à cette question, nous devons lui consacrer une large part de notre attention et de notre énergie.

J'ai évoqué précédemment la multitude des associations qui existent ; toutes se situent sur le terrain social ou culturel ; et le cap n'a pas encore été franchi d'occuper le terrain politique et ceci, à notre détriment.

Il ne s'agit pas de nous substituer aux partis politiques. Nous sommes une association et nous entendons le rester en respectant la sensibilité de chacun de nos adhérents.

Ce point étant précisé, nous constatons qu'étant absents des élections en tant que groupe social, nos revendications les plus élémentaires ne sont pas prises en compte.

Le résultat évident est que nous sommes niés en tant que minorité nationale. Cela se traduit notamment par l'absence aux élections européennes de juin 1984, sur toutes les listes, de candidats issus de notre communauté et qui puissent représenter notre sensibilité.

Il ne s'agit pas de nous lamenter mais de nous en prendre d'abord à nous-mêmes et de reconnaître qu'à l'inverse d'autres minorités nationales, moins importantes numériquement que la nôtre, nous ne nous sommes jamais donné les moyens de peser électoralement au cours des consultations passées. Quels sont ces moyens ?

— d'abord agir sur les mentalités. Trop de jeunes encore renoncent à la nationalité française soumis à des pressions diverses, notamment celles des parents, par peur de ne plus être algériens, alors même que leur vie est et sera en France.

Il s'agit d'aborder ces questions nettement et de faire clairement la distinction entre nationalité et identité. Il faut donc faire une campagne d'information sur nos droits nationaux, sur les accords franco-algériens qui simplifient désormais la situation des jeunes nés après 63 pour ce qui est du service national.

Il faut donc informer, discuter pour faire tomber ces barrières psychologiques qui sont lourdes de conséquences pour les jeunes concernés et freinent notre efficacité.

— Il est essentiel que les membres de notre communauté s'inscrivent sur les listes électorales. Nous ferons campagne pour une inscription massive et systématique.

Nous utiliserons les élections intermédiaires, cantonales de 85, pour nous faire connaître et tester notre audience.

Tirant les leçons de cette situation, nous prenons la responsabilité de nous engager directement dans le combat des élections législatives de 1986. Nous sélectionnerons 5 ou 6 circonscriptions réparties

sur tout le territoire en fonction d'un électorat potentiel (jusqu'à 20% dans certaines d'entre elles).

Nous allons constituer, dès maintenant, un rapport de force dans les circonscriptions choisies, en nous appuyant sur une large coalition du milieu associatif et des individus sensibles à notre démarche.

Cette coalition, sous l'impulsion de nos adhérents, établira une plate-forme locale reprenant des points de convergence fondamentaux :

- lutte anti-raciste,
- lutte contre les discriminations,
- reconnaissance des identités culturelles et culturelles et exigence des moyens nécessaires à leur expression,

- solidarité active avec les travailleurs immigrés,
- imposer une représentation à tous les niveaux de responsabilité administrative et politique de notre communauté, conforme à son importance.

Sur ces bases, nous proposerons la présentation de candidats autonomes dont l'objectif sera, non pas d'accepter des strapontins (suppléances de députés) mais de mobiliser notre communauté et de capitaliser son vote.

Au second tour, et seulement à ce moment, des négociations pourront s'engager, chaque partenaire prenant alors ses responsabilités et nous les nôtres. Pour atteindre cet objectif, faire voter massivement notre communauté; il ne faut sous-estimer ni la tâche immense, ni le temps nécessaire car l'échéance de 86 arrivera très vite.

Nous n'avons pas le choix, nous sommes mis en demeure de relever ce défi, nous le relèverons !

B.D.



Communiqué pour la libération de Toumi Djaïdja.

Monsieur le Président de la République,
Les membres de l'Association des Français d'origine algérienne que j'ai l'honneur de représenter en tant que président, ont été les premiers à se réjouir du voyage que vous avez effectué en Algérie, dans le cadres des « liens privilégiés et spéciaux » que vous voulez entretenir avec ce pays.
De même, ils ont été les premiers à manifester, par voie de presse, leur satisfaction au sujet de la présence du ministre des Relations extérieures à la célébration de la fête nationale algérienne.
Aujourd'hui, ils s'adressent à vous pour solliciter de votre haute bienveillance la grâce en faveur de Toumi Djaïdja qui vient d'être condamné à deux ans de prison dont neuf mois avec sursis. Ce jeune Maghrébin de nationalité française, a été l'instigateur de la « marche pour l'égalité des droits » et la non-violence qui a eu tant de succès l'an dernier. C'est à ce titre qu'il a eu le très grand honneur d'être reçu avec ses camarades de route à l'Elysée.
Cette grâce constituerait un geste d'apaisement qui ramènerait la confiance et la sérénité au sein de la communauté des jeunes Maghrébins choqués et désorientés. Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, avec notre fidèle attachement, l'hommage de notre profond respect.

Le président de l'A.F.O.A.
Sadok Khorsi

Monsieur François Mitterrand
Président de la République française
Palais de l'Elysée.

Toumi grâcié

A l'aube de l'année 1985, le président de la république a grâcié Toumi Djaïdja. Nous nous félicitons de cette décision, à laquelle nous avons contribué. Toutes les démarches allant dans ce sens ont donc été entendues et c'est une belle victoire. Mais à peine cette décision connue, de nombreuses réactions hostiles se sont immédiatement élevées. Une surenchère de propos haineux a été tenue par des « responsables » politiques les yeux vrillés sur les urnes. Certains ont affirmé que cette grâce transformait les Minguettes en cité de « non-droit », d'autres que la justice et la police

étaient désavouées au profit de la « canaille »... et j'en passe.

Cela confirme le sentiment d'une escalade verbale incontrôlée qui accompagne désormais toutes initiatives de justice concernant notre communauté.

Ca suffit ! nous subissons trop les conséquences de cette propagande pour tolérer que l'on remette en cause les rares décisions de justice et de dignité nous concernant.

Aussi nous sommes heureux que cette année 85 commence ainsi pour Toumi, sa famille et ses amis.

Et c'est avec force que nous leur exprimons notre solidarité.

B.D.
Secrétaire-général.

spécial vote

siège national : 7, r
☎ 265-91-2

24 Rue St

HALTE AU CHOMAGE

LES FRANÇAIS D'ABORDI

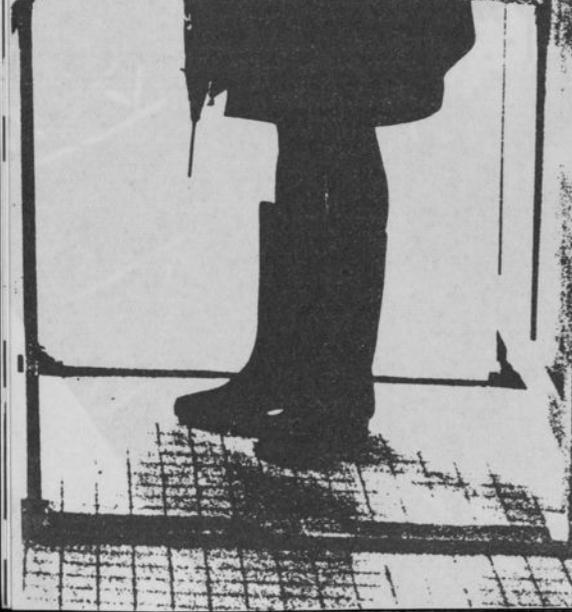
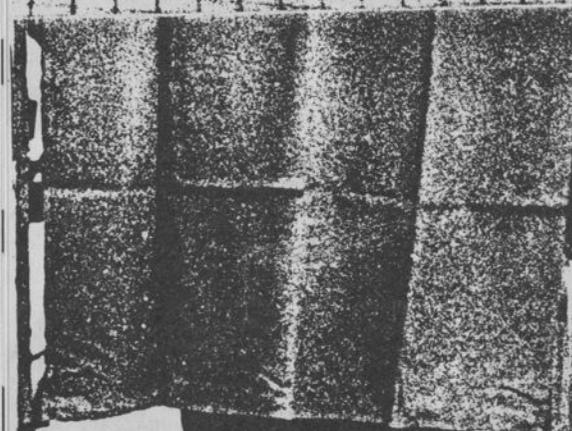
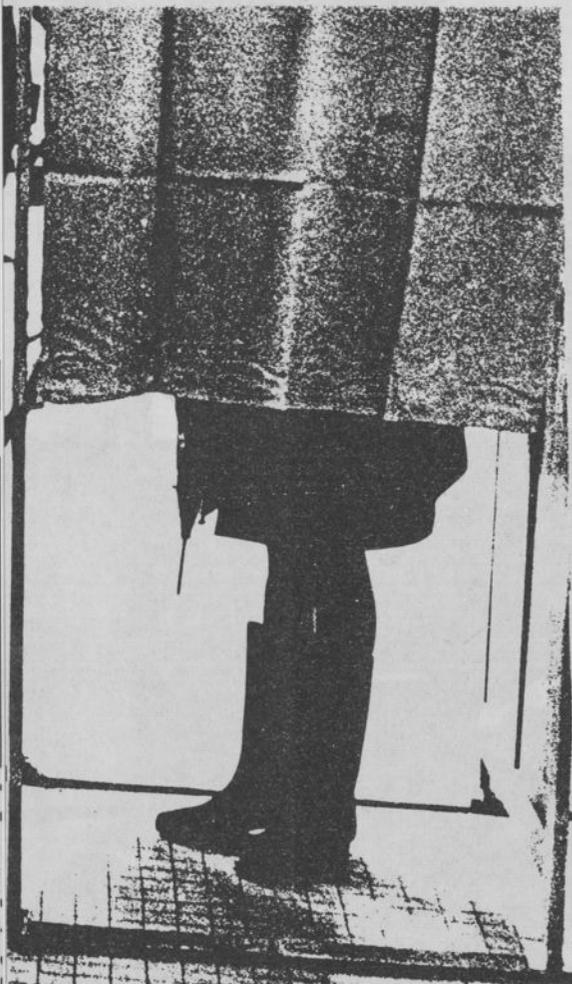
AVEC JEAN MARC

51 90 151 70

22

de





1. quand et pour qui voter ?

Tous les six ans pour élire les conseils municipaux qui dirigent les communes. Prochaine élection 1989.

Tous les six ans pour élire les conseillers généraux qui composent un conseil général qui administre le département. Prochaine élection 1985.

Tous les cinq ans pour élire les députés qui composent l'assemblée nationale. Prochaine élection 1986.

Tous les sept ans pour élire le président de la république. Prochaine élection 1988.

2. comment vote-t-on ?

Le mode de scrutin est direct :

C'est le cas lors de l'élection des conseils municipaux, conseillers généraux, des députés du président : le vote émis par le citoyen s'exerce directement sur le ou les noms du ou des candidats.

Le mode de scrutin est indirect :

C'est le cas lors de l'élection des sénateurs et des conseillers régionaux. Les sénateurs ne sont pas élus par tous les électeurs mais par un collège électoral restreint formé par d'autres élus (conseillers municipaux, conseillers généraux, députés). Les conseillers régionaux eux aussi sont élus par un collège restreint.

3. pour qui vote-t-on ?

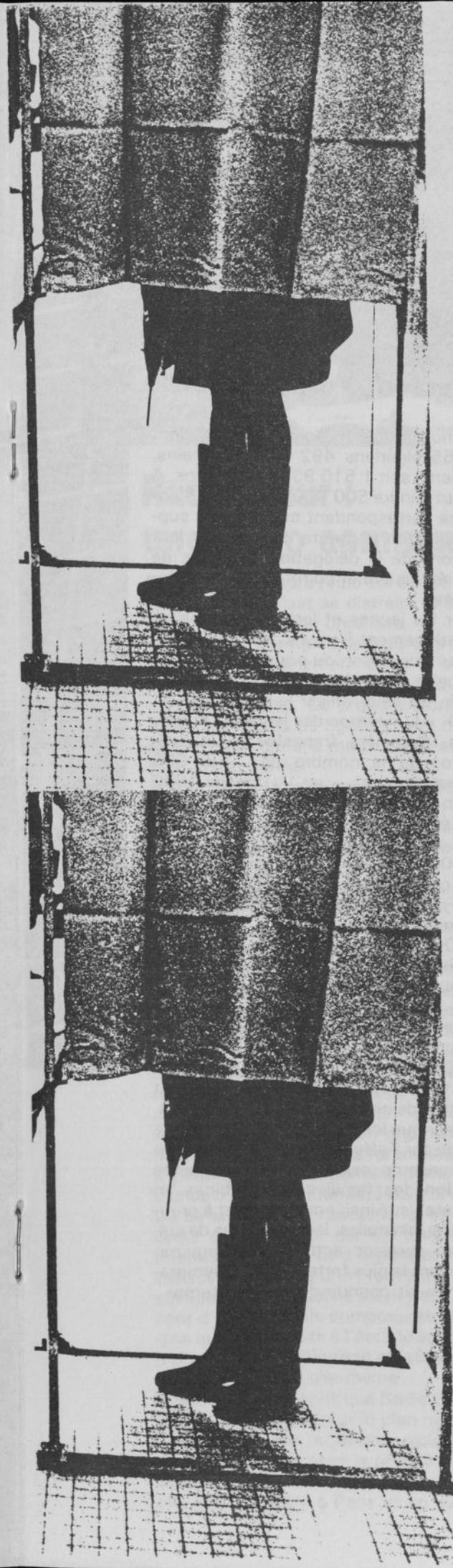
Lors des élections présidentielles :

Tous les Français ont le choix entre les mêmes candidats

Ils votent pour l'un d'entre-eux.

Lors des élections législatives :

Tous les Français n'ont pas le choix entre les mêmes candidats. Chaque département du pays est divisé en circonscriptions qui élisent chacune un député. Il y a 473 circonscriptions en France métropolitaine. C'est dans chacune des 473 circonscriptions que



tous les citoyens ont le choix entre les mêmes candidats. C'est toujours celui qui a la majorité absolue des suffrages exprimés qui est élu au premier tour, ou le plus de voix au second.

Lors des élections cantonales qui voient la désignation des conseillers généraux, de la même façon que les députés, mais dans une circonscription plus petite appelée le canton.

Pour une liste de candidats :

Lors des élections du conseil municipal, ce conseil étant par définition un collectif de conseillers dont le nombre varie selon l'importance de la commune (de 9 à 37) :

On vote pour une liste bloquée dans les villes de plus de trente mille habitants (on ne peut y faire aucune rature ni ajouter aucun nom)

On vote pour une liste qui peut être panachée avec des noms pris sur une autre liste ou choisis parmi les citoyens non candidats dans les autres villes. Dans le premier cas les voix se comptent pour la liste entière, dans le second cas les voix se comptent pour chaque nom composant la liste.

4. Le mode de scrutin

Le scrutin de liste non bloquée est un mode de scrutin proportionnel (chaque liste a un nombre d'élus en proportion du nombre de voix reçu par chacun des candidats de la liste). Tout les autres scrutins sont des modes majoritaires.

Dans le mode majoritaire, les électeurs ayant voté pour un candidat non élu ne sont pas représentés.

Dans le mode proportionnel, chaque voix peut compter.

Ainsi les minorités et les tendances peuvent être plus exactement représentées.



INSCRIPTIONS SUR LES LISTES ÉLECTORALES

Le Centre d'information civique rappelle que les inscriptions sur les listes électorales sont closes le 31 décembre de chaque année. Les jeunes gens et jeunes filles qui auront dix-huit ans avant le 28 février prochain et les personnes ayant déménagé doivent présenter leur demande d'inscription à la mairie dont ils dépendent. Les formulaires d'inscriptions peuvent être déposés par les intéressés eux-mêmes, adressés par correspondance (de préférence sous pli recommandé) ou présentés par un tiers mandaté. Il faut présenter soit une carte nationale d'identité, soit un livret de famille, ou un livret militaire, un passeport (même périmé), une carte d'immatriculation et d'affiliation à la sécurité sociale, un permis de conduire. Sont exigés également pour justifier son attachement à la commune ou à l'arrondissement un certificat de domicile, une preuve de résidence (quittance de loyer, enveloppe postale, etc.) ou un certificat du percepteur établissant la qualité de contribuable.

** Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au Centre d'information civique, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, ou téléphoner vingt-quatre heures sur vingt-quatre à Infotel, 544.41.66.*

Importance des Maghrébins

Les chiffres officiels au 31 décembre 1982 font état de 805 355 algériens 492 669 Marocains, 212 909 Tunisiens, soit 1 510 933 Maghrébins. A ce nombre, il faut joindre 500 000 personnes d'origine maghrébine correspondant aux anciens supplétifs, Maghrébins de la guerre d'Algérie et leur famille (estimations de la délégation nationale de l'action sociale éducative et culturelle au secrétariat aux rapatriés).

Il faut y ajouter les jeunes et les enfants nés en France, automatiquement français, ainsi que tous ceux ayant, pour une raison ou pour une autre, la nationalité française. Pour évaluer leur nombre, très difficile à établir, on peut utiliser le rapport de M. James Marangé. « L'insertion des jeunes d'origine étrangère dans la société française ». Celui-ci, après avoir proposé le nombre de 1 584 000 enfants et jeunes étrangers — au 1^{er} Janvier 1980 — tente d'estimer le nombre d'enfants et de jeunes d'« origine étrangère » mais ayant la nationalité française. Il considère comme exacte l'estimation de 700 000. Compte tenu des différents recoupements, on peut évaluer à 400.000 le nombre des jeunes Français d'origine maghrébine. Cela permet un premier bilan :

- plus de 1 500 000 Maghrébins de nationalité algérienne, tunisienne et marocaine ;
- 400 000 jeunes Maghrébins de nationalité française.

Le total minimum ainsi obtenu est de 2 400 000 personnes de culture maghrébine en France au 1^{er} Janvier 1980. Chaque année, selon le rapport Marangé, 115 000 nouveaux enfants viennent gonfler les effectifs de cette population. Parmi eux, on peut considérer que les deux tiers sont d'origine maghrébine, soit par l'effet du regroupement des familles qui les concerne majoritairement, soit parce que l'implantation des familles maghrébines en France est plus stable. Ainsi, en se bornant à prendre les estimations minimales, les personnes de culture maghrébine seraient actuellement environ 2 600 000, formant la plus forte vague d'immigration que la France ait connue depuis longtemps.

(24 août 1983).



Radio Beur : une radio communautaire

Brancher son poste radio sur 98.50 en modulation de fréquence c'est se distraire, s'informer, voyager sans bouger de chez soi.

Voilà maintenant plus de trois ans que Radio Beur rayonne inlassablement dans le ciel hertzien de Paris grâce à une petite poignée de jeunes, contre vents et marées. Ce projet historique de rupture avec des habitudes figées et des mentalités s'est imposé tant dans le mouvement social que sur le plan institutionnel.

A l'origine de la création de Radio Beur l'inexistence de média reflétant la réalité socio-culturelle de la jeunesse issue de l'immigration. Seules quelques initiatives paternalistes ou démagogues existaient alors. On parlait « de » nous « sur » nous, « autour » de nous, mais nous, nous étions exclus. C'est donc pour combler un vide et répondre à une légitimité qui était l'expression de notre autonomie que Radio Beur est née.

Dès lors tous les « sans voix », toutes les associations qui se reconnaissent dans notre projet saisissent enfin l'opportunité pour s'exprimer. Véritable carrefour associatif d'expression, Radio Beur a permis de dédramatiser et de dé-misérabiliser la vision donnée jusque là de notre condition. Par ailleurs, grâce à la radio ces associations se sont développées et ont permis d'imposer un nouveau « contrat social ». Dès le début, en organisant des rencontres, des spectacles, des forums media, Radio Beur a permis le développement d'une prise de conscience d'une communauté dont le dessin et le destin se situent en France. D'ici et de maintenant, cette communauté est en train de trouver elle-même les moyens de s'organiser pour assurer son espace vital. Entre une France qui se recroqueville sur elle-même et qui ne saisit pas l'apport enrichissant d'une nouvelle composante et des pays d'origine qui sont réduits à l'état de spectateurs, la communauté maghrébine sait qu'elle ne doit désormais compter que sur elle-même.

C'est dans cet esprit que Radio Beur a réalisé une liaison permanente sur le plan national (grèves de la faim de Lyon, attentats racistes de Marseille, etc.) En publiant pour la première fois la liste des meurtres racistes, en préparant l'arrivée de la marche pour l'égalité à Paris et en ayant contribué à

en assurer le succès, Radio Beur est l'un des rouages essentiels de la lutte pour la dignité et l'égalité.

Sur le plan culturel Radio Beur a permis d'encourager la création (auteurs-compositeurs, écrivains, poètes, plasticiens) et de décroquer la vision réductrice perpétuée par certains médias sur les Maghrébins de France, en multipliant les systèmes de référence.

Mais Radio Beur est avant tout surtout un média et non un parti politique ou une association œcuménique. En s'imposant dans le monde de la communication (forums, assemblée mondiale des radios, reportages, etc.) Radio Beur veut se donner les moyens d'une réelle efficacité. Ce n'est que grâce à une professionnalisation et une intégration économique effectives qu'elle réunira les conditions efficaces de sa pérennité.

De plus Radio Beur représente la conquête d'un espace culturel. Ce ne sont ni des « OVNI », ni des « météores » qui se succèdent au micro mais des jeunes qui ont les pieds sur terre et qui revendiquent leur culture d'origine avec son aspect fondamental qui est la langue arabe ou berbère, repère essentiel de l'identité de cette jeunesse dont l'objectif est non seulement de la revendiquer mais aussi de lui donner un développement qui puisse assurer sa banalisation dans l'éducation et la scolarisation des enfants de ce pays. En utilisant leurs droits essentiels (double nationalité : inscription sur les listes électorales) notamment aux élections législatives de 1986 les jeunes beurs seront à même d'imposer une nouvelle donne politique. D'une part en mettant en échec les tentatives de séparer les parents (« immigrés-retour ») et les enfants (« beurs-insertion ») et d'autre part en favorisant par leur vote, pour l'ensemble de la communauté l'accession à des droits légitimes (droit de vote, justice égalitaire, droit au logement, droit au travail, etc.).

Aujourd'hui, la France qui n'est pas prête à cette évidence se replie sur elle-même et brandit de vieux démons qu'on croyait à jamais enterrés. Plus que jamais, il faut faire face, car c'est l'existence physique de centaines de milliers de personnes qui est menacée.

Des temps difficiles pointaient leur nez et même si Radio Beur n'est qu'un maillon de la riposte, elle saura toujours répondre présent et œuvrera avec détermination pour que l'intelligence triomphe sur le sectarisme et la bêtise.

Nacer Kettane
Co-fondateur et Président
de Radio Beur



L'ACB est une association de quartier dont l'audience dépasse largement le 20^e arrondissement de Paris.

Elle organise et propose toute l'année des ateliers de chants, de musique, de théâtre, d'artisanat, mais aussi des cours de langue et de civilisation berbère des enfants et adultes participent nombreux et régulièrement à ces activités. Par ailleurs, elle publie une revue trimestrielle « Tiddukla » de grande valeur aussi bien dans le fond que dans la forme.

Pour l'année 84/85 L'ACB a franchi un nouveau palier qui s'est concrétisée par plusieurs initiatives, notamment :

- l'organisation le 6 octobre dernier d'un spectacle « La Kabylie chantée » qui a été un réel succès ;
- et la publication d'un disque avec Idir et de jeunes enfants qui fréquentent l'association.

Mustapha Harzoune, responsable de Tiddukla nous a confié le bilan et les enseignements du spectacle « La Kabylie chantée ».

Association de culture berbère Tiddukla

37 bis, rue des Maronites
75020 Paris. Tél : 358.23.25

« La Kabylie chantée »

Plus de 4 000 personnes se sont retrouvées le 6 octobre dernier au Palais des Sports de Saint-Ouen à l'initiative de l'Association de Culture Berbère. Tiddukla qui organisait autour des chanteurs Idir et Ait-Menguellet un grand spectacle intitulé « la Kabylie chantée ».

Importante et révélatrice, cette journée, l'a été à plus d'un titre.

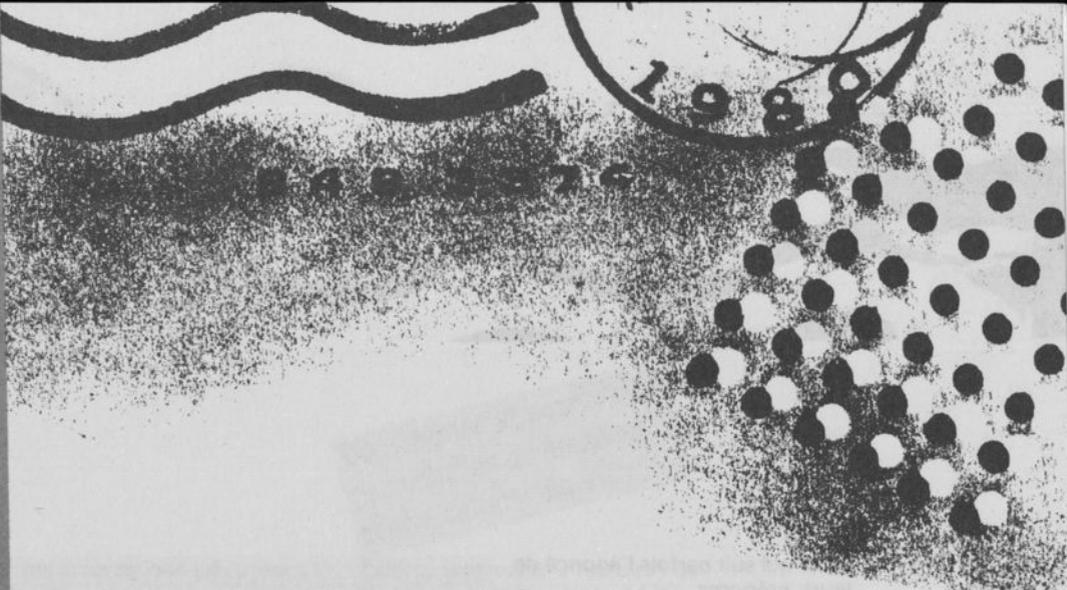
Elle a d'abord montré que la communauté d'origine maghrébine d'expression berbérophone existe et est nombreuse. Mais qui peut sérieusement en douter... ?

Révélatrice aussi que cette « mobilisation » sur une base strictement culturelle dégagée de toute préoccupation politique. Aujourd'hui, ce ne sont plus des groupuscules politiques, toutes étiquettes confondues, qui se révèlent capables d'organiser de telles manifestations mais bien la communauté qui construit ses références par le biais associatif, théâtral, musical, radiophonique... Qui a pu rassembler des hommes et des femmes, des jeunes et des moins jeunes, des familles entières : une association, en l'occurrence, l'ACB. Petit à petit la communauté se dote de structures nouvelles qui, mieux que les organisations d'hier, expriment les préoccupations, la diversité et les aspirations de notre communauté.

Avec les recettes du spectacle l'A.C.B. financera un disque qui réunira autour d'Idir des enfants. Ainsi, et il s'agit peut être du plus important des enseignements de cette journée : toute association doit se doter des moyens financiers qui lui permettent de mener à bien son projet. A la logique culturelle et sociale qui caractérise le jeune secteur associatif « Beur » doit venir se conjuguer une logique commerciale et financière. Garante de l'indépendance de chacune des associations, seule, elle permettra l'épanouissement de ces centaines de projets.

Existence d'une communauté d'origine maghrébine d'expression berbérophone importante, émergence de nouvelles structures communautaires qui rompent avec le « militantisme de papa », souci d'une gestion financière qui permet de mener à bien son projet culturel et social : trois enseignements qui sont riches d'avenir...

Mustapha Harzoune



LETTRE DE FRANÇOISE G.

Je suis mère de deux fillettes d'origine algérienne par leur père. Je voudrais apporter mon témoignage sur ce que cela a signifié et signifie aujourd'hui pour moi, dans un contexte modifié par la crise et son corollaire social, l'accentuation du racisme.

Dans le contexte des années 70, j'ai considéré notre mariage mixte quasiment comme un acte militant. Je m'explique : les gens de ma génération sont devenus adolescents au moment des luttes de libération des peuples colonisés, et nous avons été marqués par la culpabilité de l'Occident vis-à-vis de ces peuples et de leurs civilisations. D'une certaine façon, nous avons une faute à racher.

Aussi lorsque mes filles sont nées, j'ai souhaité que nous leur donnions des prénoms arabes, affirmation de l'idéal qui était le mien, de revendiquer fièrement l'appartenance de mes filles à une communauté, une civilisation, à laquelle on avait si longtemps dénié toute existence. Et cet « idéal » je le partageais avec mes parents, mes amis et je me sentais dans le grand courant d'un nouveau devenir historique. Et mes filles, bien que protégées par notre milieu social (nous sommes mon mari et moi-même enseignants) étaient et sont encore comme le symbole vivant de ma solidarité, de ma fraternité avec les exclus de notre société, les travailleurs immigrés.

Je me souviens avec émotion de la visite que me firent à la mater-

nité, lors de la naissance de ma deuxième fille, les femmes maghrébines qui fréquentaient un cours d'alphabétisation que j'animais alors.

Quant à mes filles, je pense qu'elles ont très tôt ressenti cette fraternité et cette solidarité dont je viens de parler, avec les enfants maghrébins de la « 2^e génération ». Sans doute à travers notre propre imprégnation mais aussi à travers ce qu'elles mêmes vivent dans une école et un quartier à forte concentration maghrébine.

Il est vrai, et elles en ont conscience, qu'elles ne partagent pas avec ces enfants l'exclusion de l'échec scolaire, du logement trop étroit, des revenus modestes ; mais elles partagent avec eux, un même prénom, un même nom, les mêmes références paternelles, une langue qu'elles ne pratiquent pas plus qu'eux d'ailleurs mais avec laquelle elles sont familiarisées, une religion que pratiquent leurs grands-parents, une culture dont elles sont imprégnées par le biais des contes merveilleux que leur père leur raconte, élargissant aux dimensions d'un continent, l'Afrique, et d'une civilisation, la civilisation arabe musulmane, ce pays rêvé que demeure l'Algérie.

Enfin mes filles sont d'autant plus sensibles au racisme sous toutes ses formes qu'elles mêmes s'y sont trouvées confrontées, et cela, malgré, je le répète, une position sociale relativement privilégiée, sous forme d'injures « toi l'Arabe mange proprement » s'est entendu dire ma fille par une grande élève de l'école, soit le plus souvent insidieusement, dans ce silence

JANVIER

lourd qui suit parfois l'énoncé de leurs prénoms.

Et aujourd'hui cette réalité du racisme ordinaire devient de plus en plus présente, étouffante.

Je sens avec horreur, se refermer lentement mais sûrement sur notre pays, la lourde chappe de la haine de l'autre, du différent et très particulièrement de l'Africain, maghrébin ou noir confondus, dans la même peur d'une contagion raciale qui menacerait la race blanche. Et je ne peux m'empêcher de frémir douloureusement à ces élocutions, moi qui ait des filles « mélangées », si belles et si riches justement de ce mélange, de ce double héritage de cette double appartenance.

Et je suis profondément indignée, moi qui avais mis tant d'espairs dans l'avènement d'un gouvernement socialiste, par les mesures dernièrement prises dans le cadre de la nouvelle législation anti-immigrés et plus encore par la tolérance, si ce n'est plus, manifestée l'égard des idées dont Le Pen est le cristallisateur. Que Le Pen n'ait pas créé le racisme est un fait ; mais ce qui est extrêmement grave c'est qu'en le laissant s'exprimer à la télévision, sous prétexte de démocratie, on ait donné une légitimité à ce qui se vivait jusqu'alors dans une certaine honte. Et pourtant je terminerai ma lettre sur l'espoir que symbolisent mes filles à mes yeux : l'espoir en l'éclatante richesse d'une identité construite dans la revendication et l'intégration des différences. Et cet espoir, je le sens porté par la belle vitalité que manifestent les « beurs » à travers leurs multiples initiatives.

Espoir de pouvoir résister au repli sur soi, à la peur, à la haine et de réaliser cette société que j'appelle de tous mes vœux dans laquelle la différence ne serait plus source de rejet mais facteur de richesses.



JANVIER

JANVIER

1^{er} Novembre

Il y a quelques années Willy Brandt s'agenouillait à la mémoire de tous les Juifs victimes du nazisme.

Plus récemment F. Mitterrand et H. Kohl se recueillaient à Verdun à la mémoire de tous les morts français et allemands.

A l'occasion de ces deux événements aucune voix ne s'est élevée pour s'en indigner, bien au contraire.

Ce parallèle à l'occasion du 1^{er} Novembre s'impose d'abord parce qu'il s'agit de la guerre et de ses séquelles, ensuite parce qu'il est question de pardon et de réconciliation entre les peuples.

Il est vrai que la guerre d'Algérie a certes été meurtrière du côté français 30 000 morts européens, 150 000 morts de confession musulmane (supplémentifs de l'armée française). Parmi eux un certain nombre de victimes innocentes qui avaient eu le tort d'être au mauvais endroit, au mauvais moment, (à l'exemple de cet instituteur tué le 1^{er} Novembre 54).

Parmi eux surtout, beaucoup d'hommes et de femmes abusés, trompés, manipulés pour défendre des intérêts et des privilèges qui ne les concernaient pas. Parmi eux aussi, une poignée d'individus irréductibles qui ont tout fait pour fermer toutes possibilités de paix rapide et ont exacerbé les tensions jusqu'au paroxysme.

Tous sont morts pour une sale guerre, dont le but était de préserver le plus longtemps possible un Etat d'injustice, d'humiliation, de misère pour le plus grand nombre un Etat colonial qui était irrémédiablement condamné à disparaître. Les Algériens ont payé le plus lourd tribut et ont eu à dénombrer 1 500 000 morts sur huit millions d'habitants.

Ils ont eu à subir outre leur situation d'infériorité et d'exploita-

tion, les arrestations arbitraires, la répression aveugle et meurtrière, les tortures pour enfin conquérir le droit élémentaire de librement disposer d'eux mêmes et de l'avenir de leur pays.

Toutes les guerres sont atroces, toutes les guerres ouvrent des plaies qui se cicatrisent très difficilement et très lentement.

C'est pourquoi il est à l'honneur des deux pays (dirigeants et populations dans leur majorité) d'avoir dès 1962 adopté une attitude volontaire, réaliste et généreuse.

En tant que Français d'origine algérienne, ma situation présente et l'une des conséquences de cette histoire commune ; ma sensibilité me rattache aussi bien à la France où je vis, qu'à l'Algérie où sont mes racines. Citoyen français, je suis révolté par les propos haineux de certains responsables d'associations et hommes politiques qui prétendent les tenir au nom de la communauté rapatriée « toutes confessions » confondues. Je suis atterré de constater que pour des raisons bassement électorales, il se soit trouvé dans presque tous les partis des élus pour les relayer et attiser les braises. Citoyen d'origine algérienne, je suis profondément touché par le geste de l'Algérie qui a su, malgré toutes les souffrances, ou à cause d'elles, tendre la main à son ancien colonisateur et offrir ainsi son pardon. Le véritable scandale eut été de rejeter cette main, de refuser ce pardon. Citoyen du monde, je suis fier d'avoir vu un ministre des relations extérieures français à Alger à côté des dirigeants algériens rendre hommage à tous les morts et sceller ainsi les liens profonds d'amitié et de respect entre nos deux peuples.

D.B.

Découvertes et impressions personnelles du nouveau centre culturel algérien

Connaissez-vous l'histoire de l'Algérie du XIX^e siècle ? L'histoire de Charles Quint face à l'Algérie ? Avez-vous déjà vu les habits que portaient les anciens d'Algérie ? Connaissez-vous l'Algérie ? avant la domination française ? Ne vous désolerez pas, le nouveau centre culturel algérien vous donne l'occasion d'en savoir plus. Celui-ci est équipé d'une bibliothèque : vous pouvez y trouver des documents sur l'économie de l'époque, sur les rapports entre les gens, la hiérarchie. Vous découvrirez de plus des auteurs de romans algériens. Les merveilleuses gravures de ce centre vous donneront une idée sur l'Algérie d'autrefois. Elles vous feront découvrir les grandes villes, les viaducs, les ponts, les maisons, les mosquées...

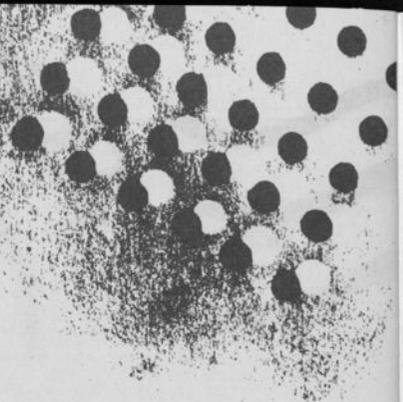
Au travers des représentations cinématographiques vous ferez connaissance avec des comédiens et metteurs en scène arabes. Vous pourrez aussi assister à des reportages sur divers sujets concernant l'Algérie.

Un laboratoire de langues donne l'occasion aux gens de plus de 16 ans d'apprendre l'arabe. Enfin, en sortant de ce centre vous pourrez emporter un petit carnet sur le centre rappelant qu'il peut être visité plusieurs fois.

Nous sommes allés visiter ce centre un mois après son ouverture. Nous avons été choqués par notre ignorance sur ce pays. Nous croyons tout savoir mais en fait nous ne savions rien. Maintenant j'en connais un peu plus. C'est pour vous pousser à y aller, mais surtout pour vous dire que ce centre n'est pas ennuyeux comme beaucoup de jeunes le pensent. Nous serons heureuses de voir des jeunes et moins jeunes de toutes nationalités dans ce cadre aussi agréable que chaleureux.

Samira Belkacem
Rezika Augersif

Centre culturel algérien
171, rue de la Croix Nivert
75015 Paris - M^o Boucicaut
Tél : 554.95.31



Karim Hocini est un jeune « beur » qui vit à St-Denis. Avec quelques amis, il a créé un groupe de musique qui s'appelle « Nouvelle génération ». Ils ont participé à toutes les manifestations culturelles organisées par les jeunes des banlieues mais aussi à la « Marche » en 83 et à « Convergence » en 84. Il écrit lui même les textes de ses chansons qu'il nous a fait parvenir, nous publions l'une d'entre elles afin de les faire connaître et peut être, nous l'espérons, de les faire reconnaître.

De Nanterre à St-Denis

J'ai grandi dans les bidonvilles
je n'oublierai jamais de ma vie
ce que j'ai vécu étant petit

Je voyais la réalité
qui s'offrait à mes yeux d'enfant
Nous étions tous des rejetés
car nous étions très différents

Ce ghetto ressemblait à l'enfer
avec ses rats et ses incendies
avec sa boue et sa misère
son odeur ses pleurs et ses cris

Du contre-plaqué au béton
l'effort n'a pas été bien grand

Je ne chante pas pour me justifier
je ne chante pas pour de la pitié
je suis fier j'ai ma dignité
je rappelle seulement ce qui s'est passé

M'avoir enchaîné les poings liés
et refusé toutes mes idées
ont fait de moi un homme motivé
qui aujourd'hui veut s'exprimer

De Nanterre à St-Denis
j'ai grandi dans la galère
je n'oublierai jamais de ma vie
ce que ma mère a tant souffert

Les baraques même pas chauffées
en hiver le froid nous martelait
l'atmosphère qui y régnait nous réconfortait
et nous protégeait

J'ai connu aussi le bonheur
bien qu'entouré de malheur
avec mes copains de toute race
quand on s'amusait dans la crasse

De la baraque à la maison
l'effort n'a pas été bien grand

De Nanterre à St-Denis
j'ai grandi dans la misère
je n'oublierai jamais de ma vie
ce qu'à été obligé de faire mon père

Pour assurer la soupe du soir
dans ce grand terrain de la folie
mon père trimait dans le noir
pour gagner un peu sa vie

Je revois encore mon petit frère
se balladant le cul à l'air
cherchant à se cacher dans la grande casse d'à côté

Du béton à la prison
l'effort n'a pas été bien grand

BULLETIN D'ADHESION

M., Mme, Mlle

PRENOM

ADRESSE

.....

PROFESSION

déclare adhérer à l'Association des Français d'origine Algérienne enregistrée sous le n° 83.3485 - Préfecture de la Seine St-Denis (loi du 1^{er} juillet 1901 - Art. 5)

A titre de membre actif : 50 F ou donateur à partir de 150 F.

Fait à

(Date et signature)

Versement (à joindre au bulletin) et chèque bancaire à l'ordre de l'A.F.O.A.

A envoyer : A.F.O.A. - 11, rue des Petites-Ecuries 75011 PARIS

Tél. 631.81.69 - 772.72.76. Le soir : 632.50.36.

